



Déclaration Liminaire des représentants du personnel de Solidaires Finances à la réunion du 16/10/2017

Monsieur le Président,

Le Comité Départemental de l'Action Sociale se tient aujourd'hui pour finir la préparation de l'arbre de Noël de l'année 2017, examiner la situation de notre budget en cours, faire le bilan des actions menées en 2017 et examiner nos perspectives pour l'année 2018.

Cette dernière réunion de l'année de l'action sociale se tient dans un contexte particulier dans la mesure où le 10 octobre 2017 de nombreux collègues douaniers et agents des finances publiques du département de l'Yonne étaient en grève, la DGFIP n'hésitant pas à communiquer sur le site Ulysse:

Le pourcentage de grévistes à la DGFIP pour la journée du 10 octobre 2017 s'établit à 32,50 %.

Depuis de trop nombreuses années, nous rappelons le contexte d'austérité marqué par la réduction des dépenses publiques et la suppression des effectifs au niveau de la DGFIP.

Même si la douane regagne peu à peu quelques emplois, ce sont encore 1600 postes qui vont être supprimés à la DGFIP.

Pour pouvoir continuer à supporter les prochaines et nouvelles suppressions d'emplois, il va falloir encore et toujours continuer à se réformer.

- L'État s'est lancé dans un énième grand chantier, portant le doux nom de Comité Action Publique - CAP 2022

Il s'agit de réfléchir à l'organisation générale de l'État et à faire un « plan de transformation », c'est-à-dire des propositions de restructuration, transfert et plus si affinités.

- M PARENT, directeur général de la DGFIP va présenter de nouvelles évolutions pour les années 2018 et suivantes à un groupe de travail national.

Sous prétexte de vouloir changer des règles de mutation « anciennes », le DG proposerait :

- que le mouvement national affecte les agents, quelle que soit leur catégorie, dans une direction, sans précision concernant une zone géographique infra-départementale ou un domaine d'activité.

- de freiner la rotation excessive des agents, qui nuit, selon le directeur au bon fonctionnement des services, à l'esprit d'équipe et dégrade les conditions de travail des agents.

Bien sûr, tout se fera, sans naïveté aucune dans l'intérêt des agents...cela ne coûte rien d'y croire

Pour Solidaires Finances, l'action sociale doit constituer, plus que jamais, une priorité et pour assurer un service social efficace, performant et à l'écoute des agents, l'Action sociale doit bénéficier de moyens humains et financiers.

Solidaires Finances rappelle ses revendications en matière d'action sociale :

- augmenter la dotation budgétaire,
- maintenir un lien de proximité entre la délégation et les agents,
- affirmer et garantir la mise en oeuvre d'une action sociale de qualité et ouverte à tous,
- assurer des circuits d'aides pécuniaires au plan départemental,
- défendre les emplois dans le réseau,
- ne pas hiérarchiser l'action sociale en mettant la déléguée sous une tutelle comptable ou administrative.

En questions diverses, comme déjà évoqué lors des 2 précédents réunions, Solidaires Finances, souhaite qu'une information précise soit faite à l'ensemble des agents sur le report des crédits de fin d'année.

Les représentants de Solidaires Finances: Catherine LECOMTE, Cyrille MEAN, Pascal AUGÉAT-MALTER